

# SCHOLARS AT RISK

---

## NETWORK CANADA SECTION



## Bulletin d'automne 2019



### Table des matières

1. [Comité sur la liberté académique de Queen's University](#)
2. [L'énigme Yéménite!](#)
3. [SAR McGill lance une clinique juridique](#)
4. [La Faculté de droit de McGill sera l'hôte d'une nouvelle chercheuse](#)
5. [Nouvelles – Manuels SAR](#)
6. [Évènements](#) :
  - a. [SAR et universités canadiennes](#)
  - b. [L'Université Carleton organise le premier Sommet canadien de la liberté académique Forum européen pour la liberté d'enseignement](#)
  - c. [16-17 Octobre : Conférence Magna Charta de l'Université McMaster](#)
  - d. [À vos agendas! 9 Décembre - Atelier « Comment mettre sur pied un programme SAR durable sur votre campus? »](#)

### 1. Comité sur la liberté académique de

# Queen's University



Queen's University, qui s'est récemment jointe à Scholars at Risk, a mis sur pied un comité interne pour sensibiliser la population à l'importance de la liberté académique sur le campus. Le comité SAR de Queen's University est composé de membres des unités suivantes : Faculté d'éducation, Faculté de droit, Faculté des arts et des sciences, Faculté des sciences de la santé, Smith School of Business, Queen's University Faculty Association, Alma Mater Society (AMS), Society of Graduate and Professional Students (SGPS), Office of the Associate Vice-Principal (International) et est présidée par Fahim Quadir, vice-provost and Dean, School of Graduate Studies.

Pour cette année inaugurale, l'objectif principal du comité est d'engager la communauté interne à sensibiliser l'ensemble du campus à la protection des universitaires menacés dans le monde. Queen's University organisera une série de conférences à l'intention des chercheurs en danger en 2019-2020 pour appuyer sa mission de promouvoir la liberté académique et de protéger les universitaires menacés. Cette série visera à sensibiliser les intervenants sur les campus aux défis auxquels sont confrontés les chercheurs du monde entier et à partager les connaissances sur les questions relatives à la liberté académique. La série se déroulera tout au long de l'année universitaire 2019-20 et mettra en vedette trois chercheurs menacés actuellement accueillis dans d'autres universités membres de SAR au Sud de l'Ontario. Le premier conférencier sera le Dr Mustafa Bahrán, un physicien actuellement à l'Université Carleton et la session aura lieu le 13 novembre 2019.

Veillez [visiter leur site Web](#) pour de plus amples renseignements.

## 2. L'énigme Yéménite!

---



*Mustafa Bahran, Professeur de physique de SAR Carleton, partage une vision de son pays natal, le Yémen.*

Le Yémen est un pays ancien dont l'histoire n'est pas bien connue en Occident. C'est aussi l'un des plus beaux pays de la planète. Il possède diverses merveilles naturelles, une culture riche, un climat agréable, une architecture unique, de la nourriture, de la musique, du folklore et des gens très hospitaliers parmi bien d'autres qualités.

En 2015, une milice locale "Houthi" soutenue par l'Iran se faisant appeler "les partisans de Dieu" a pris le pouvoir dans l'ancienne ville de Sana'a, capitale du Yémen, vieille de deux mille ans. Les Houthis - du nom de leur chef - ont renversé le dernier président légitimement élu au Yémen et son gouvernement.

Suite à cela, l'Arabie saoudite (KSA) a dirigé une coalition de puissances régionales, en particulier les Émirats arabes unis (EAU), menant une guerre contre les Houthis avec une vaste campagne aérienne ayant pour but de soutenir le gouvernement légitime à reprendre le pouvoir. Ces forces gouvernementales comprennent des unités de l'armée, des islamistes tels que les Frères islamiques (IB) et les Salafites. Dans l'ensemble, les forces gouvernementales légitimes et ses généraux sont intrinsèquement corrompus et il semble qu'ils soient incapables de gagner[...]. Après des milliers d'interventions aériennes menées par la coalition, le résultat est dévastateur et aucun gagnant évident n'est en vue : des dizaines de milliers de morts et beaucoup plus de blessés, la majorité des civils et des enfants, trois cent mille réfugiés et demandeurs d'asile, 2 millions de déplacés internes, beaucoup de destruction des infrastructures, le choléra et autres épidémies, et famine.

Récemment (août 2019), un mouvement du Sud se faisant appeler " Le Conseil de transition du Sud " (CTS), soutenu par les EAU, a pris le contrôle de la ville d'Aden et

des gouvernorats voisins, de sorte que le gouvernement légitime ne contrôle ni Sana'a ni Aden. Elle se marginalise de plus en plus sur le terrain.

Selon le HCR, environ 22 millions de personnes (75% de la population) ont besoin d'aide ; environ 8 millions d'entre elles en ont désespérément besoin. Des centaines de milliers de fonctionnaires n'ont pas été payés depuis plus de deux ans. Le Rial yéménite a perdu environ 300% de sa valeur d'avant le conflit. Des milliards de dollars d'aide ont été dépensés, mais malheureusement la plupart ont été versés dans les coffres de seigneurs de la guerre et d'organisations locales corrompues qui ont apparemment la bénédiction et l'implication de certains éléments des organisations internationales.

Les deux côtés de cette horrible guerre ont commis des atrocités et le nombre de morts parmi les civils, y compris les enfants, ne cesse d'augmenter. Les soi-disant erreurs commises par les avions saoudiens et la coalition sur des cibles civiles sont trop nombreuses ; certaines d'entre elles ne peuvent être décrites que comme des massacres. Des enfants yéménites sont tués sur le champ de bataille en tant qu'enfants-soldats pour les Houthis et par des avions de la coalition directement en plus des victimes habituelles de dommages collatéraux. La crise humanitaire de cette guerre est actuellement la pire au monde. Cette horrible guerre doit cesser.

Dans ce contexte, la seule issue est un règlement politique. Pour mettre fin à cette guerre, l'Iran, la KSA et les Émirats arabes unis doivent faire l'objet de pressions. Dans le cas contraire, le Yémen dans son ensemble sera enterré en même temps que son histoire ancienne.

### 3. SAR McGill lance une clinique juridique



En 2020, McGill lancera une nouvelle clinique juridique en partenariat avec Scholars at Risk. L'objectif de la clinique sera de surveiller les attaques contre l'enseignement

supérieur, l'analyse juridique, le développement du plaidoyer en réponse à des attaques particulières et d'en faire rapport à SAR.

La clinique se concentrera spécifiquement sur les problèmes de l'Europe de l'Est, y compris la Hongrie, la Russie et la Pologne. La Pologne et la Hongrie ont été témoins de l'érosion rapide des institutions démocratiques et de la réduction de l'espace de liberté d'expression et d'autres libertés civiques. Le phénomène de l'appropriation extrême et de la concentration de la propriété des médias a encore détérioré le climat de la liberté d'expression.

## 4. La Faculté de droit de McGill sera l'hôte d'une nouvelle chercheuse



**McGill**

Faculty of  
**Law**

Faculté de  
**Droit**

Pwaangulongii Dauod est écrivain. Né dans le nord du Nigeria, il a étudié la littérature à l'Université Ahmadu Bello de Zaria et a obtenu une maîtrise en beaux-arts en création littéraire de l'Université de Virginie. Il est membre de la Colonie Macdowell. Lauréat du Prix Gérard Kraak 2018, Dauod a également été sélectionné pour la bourse d'écriture Miles Morland et le Prix Afrique du Jour de la nouvelle. Il a écrit pour Granta Magazine, The Evergreen Review, Johannesburg Review of Books et Brittle Paper. Il travaille actuellement à la rédaction d'un roman et d'un essai sur la longueur du livre.

## 5. Nouvelles – Manuels SAR



Des mises à jour de certains [manuels de SAR](#) sont disponibles : « Guide du chercheur », avec des conseils pour les chercheurs avant, pendant et après les stages ; « Host to Handbook », avec des renseignements pour les représentants et les administrateurs des établissements d'accueil qui planifient et accueillent des chercheurs SAR ; « Speaker Series Handbook », avec des conseils pour aider les établissements intéressés à inviter des chercheurs SAR à parler sur le campus ; et le module « Scholar Training Online ». Des

copies papier de ces manuels seront disponibles lors des événements de SAR, y compris le Congrès 2020.

## 6a. SAR et universités canadiennes



Le 4 juin 2019, l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) en partenariat avec Scholars at Risk Network, SAR Canada, l'Université Simon Fraser, l'Université de Victoria et l'Université de l'île de Vancouver, ont organisé un atelier intitulé : Garder l'enquête critique ouverte grâce à la protection, à la défense des droits et à l'apprentissage. Cet événement parrainé par l'université et axé sur la liberté académique, a mis en vedette des chercheurs internationaux en danger actuellement accueillis dans des universités canadiennes, ainsi que des étudiants, des professeurs et du personnel travaillant dans le domaine de SAR. L'événement ait été organisé dans le contexte plus large du Congrès des sciences humaines et sociales, qui s'est tenu à l'UBC cette année.

Cet événement a réuni des chercheurs, des étudiants, des membres du corps professoral et du personnel pour discuter de l'intégration des initiatives de SAR, des chercheurs et des séminaires d'apprentissage par l'expérience et de recherche dans le cadre de l'enseignement supérieur au Canada.

La première table ronde a porté sur l'expérience institutionnelle et les raisons de l'adhésion à SAR, tandis que la deuxième séance a porté sur l'impact sur l'apprentissage des étudiants par le biais des séminaires et des cliniques juridiques de SAR. Les deux séances ont attiré un grand nombre de participants et ont donné lieu à des discussions intéressantes et animées.

## 6b. L'Université Carleton organise le premier

# Sommet canadien de la liberté académique



## *Réflexion de l'élève, Alec Vrech*

Les 27 et 28 septembre, SAR Carleton a réuni des militants, des avocats, des universitaires à risque et des défenseurs des droits de la personne pour discuter de défense des droits et des libertés académiques avec l'appui du Department of Law and Legal Studies et de SAR New York. L'événement a été inauguré par Alex Neve (secrétaire général d'Amnistie Canada). Parmi les autres conférenciers figuraient Mme Hilary Elliott (Grandmothers Advocacy Network, GRAN), Mme Karen Secord (directrice générale, Parkdale Food Centre), M. Mustafa Alio (directeur général, JumpStart - Refugee Talent) et M. Alan Shain (Storyteller, Comic, activiste des personnes handicapées). Nous espérons élargir cette initiative et inviter des [collègues de partout au pays](#) à participer à cet événement. Veuillez contacter Mélanie Adrian ([melanie.adrian@carleton.ca](mailto:melanie.adrian@carleton.ca)) pour obtenir plus d'informations.

Que signifie être un défenseur efficace ? Pour de nombreux étudiants universitaires comme moi, naviguer à travers cette question est un pas important vers la transformation de la passion d'une personne pour une cause particulière et la transformation de cette passion en changement concret. Au cours des deux jours de l'événement organisé par [l'Université : Non censuré - Le Sommet d'Ottawa pour la liberté académique](#) et [l'Initiative des chercheurs à risque de l'Université Carleton](#), les participants ont eu l'occasion unique d'explorer le concept de la défense des droits en ce qui concerne la liberté académique. Des conférences interactives et des tables rondes ont été animées par un nombre impressionnant de militants, d'éminents spécialistes des droits de l'homme, d'universitaires et de hauts fonctionnaires de renommée mondiale. Grâce à ces rencontres, le sommet a créé un espace intime qui a favorisé des conversations significatives entre les élèves et les militants sur l'importance d'utiliser votre voix pour défendre ce en quoi vous croyez. Au cœur de ce dialogue se trouvait une tentative délibérée de décortiquer la signification de la liberté académique et la façon dont elle est conceptualisée du point de vue des droits humains. Afin d'aider à guider les participants tout au long de cette discussion, le cas du [Dr Hatoon Al-Fassi](#), professeure agrégée d'histoire des femmes à l'Université King Saud et militante des droits des femmes qui a été détenue en représailles apparentes pour son travail de plaidoyer en Arabie saoudite, a été placé au centre d'une série d'ateliers consacrés au développement des compétences essentielles pour maximiser son rôle de plaidoyer dans un contexte transnational. En réfléchissant à mon expérience personnelle à ce sommet, il m'apparaît plus évident

que jamais qu'en tant que chercheurs en formation, nous avons la responsabilité d'utiliser la plateforme qui nous est offerte en tant qu'étudiants pour défendre la liberté académique. En utilisant nos voix pour attirer l'attention sur les injustices commises à l'encontre des universitaires du monde entier, nous avons la capacité de défendre ceux qui, au sein de la communauté universitaire, n'ont plus de voix qui leur sont propres.

## 6c. 16-17 Octobre : Conférence Magna Charta de l'Université McMaster



Les 16 et 17 octobre 2019, l'Université McMaster accueillera des dirigeants universitaires, des professionnels de l'enseignement supérieur, des étudiants et des décideurs du monde entier pour une conférence sur la liberté universitaire et les responsabilités sociales des universités.

La conférence annuelle, organisée par [l'Observatoire Magna Charta](#), explore et célèbre les principes de la [Magna Charta Universitatum](#), un document qui expose les valeurs et principes fondamentaux qui guident les missions des universités à l'échelle internationale.

Signé pour la première fois en 1988 par 388 dirigeants d'universités, la Magna Charta compte maintenant plus de 800 signataires provenant d'universités du monde entier, et de nouveaux signataires s'ajoutent à chaque conférence annuelle.

La conférence de cette année examinera la question de la liberté académique dans le contexte des déséquilibres de pouvoir au sein des universités : si l'académie est également libre pour tous, et la valeur éducative de cette liberté. De plus, les participants à la conférence exploreront l'idée de la responsabilité sociale et la façon dont les universités peuvent contribuer de manière significative à la société.

Travaillant en partenariat avec [Universités Canada](#) et des associations mondiales, dont [l'Association internationale des universités](#) et des [universitaires à risque](#), les actes de la conférence aideront à éclairer l'élaboration éventuelle d'une nouvelle



**La conférence et la cérémonie de 2019 auront lieu le 16 et 17 octobre 2019 à Hamilton, à l'Université McMaster.**

## [Inscription et informations](#)

### Intervenants

#### **Nandini Ramanujam**

La professeure agrégée Nandini Ramanujam est directrice générale et directrice des programmes du [Centre for Human Rights and Legal Pluralism](#) de la faculté de droit de l'Université McGill. Elle dirige également le Programme de stages internationaux en droits de la personne ainsi que le Programme de stages indépendants en droits de la personne. Elle est la représentante de McGill pour SAR et est membre du comité directeur de SAR Canada. [En savoir plus...](#)



#### **Angela Campbell**

À titre de vice-rectrice adjointe (Politiques d'équité et politiques académiques), la professeure Angela Campbell est responsable des politiques et procédures académiques, ainsi que de la supervision de toutes les questions d'équité à McGill. [En savoir plus...](#)



#### **Anneke Smit**

---

Anneke Smit est professeure agrégée et directrice des études supérieures (par intérim) à la faculté de droit. Avant de se joindre à Windsor Law, elle a été chargée de cours à la faculté de droit de l'Université de Reading (Royaume-Uni), où elle a également obtenu son doctorat. [En savoir plus...](#)



### **Viviana Fernandez**

Directrice adjointe au Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne, Université d'Ottawa



Viviana Fernandez représente l'Université d'Ottawa au sein du comité directeur du SAR Canada depuis 2016 et siège au Comité consultatif international de SAR. [En savoir plus...](#)

6d. À vos agendas! 9 Décembre - Atelier « Comment mettre sur pied un programme SAR solide sur votre campus? »



Description : La séance portera sur les caractéristiques de programmes réussis au sein du réseau SAR. Les participants seront invités à partager leurs expériences, leurs préoccupations et les défis auxquels ils font face pour mettre sur pied ou développer un programme SAR dans leur établissement universitaire.

**Date** : 9 décembre à 13 h HNE

**Participants** : Tous les représentants institutionnels des membres de SAR Canada

**Comment participer** : La réunion aura lieu par téléphone (numéro 1800 fourni plus près de la date de la réunion).

Centre for Human Rights & Legal Pluralism · Chancellor Day Hall · 3644 Peel Street

Montreal, QC H3A 1W9 · Canada

**Unsubscribe**

---

---

This email was sent to <<Email Address>>

[why did I get this?](#) [unsubscribe from this list](#) [update subscription preferences](#)

Scholars at Risk Canada · 401 Sunset Ave · Windsor, ON N9B3P4 · Canada

